



Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Agro-écologie et alimentation

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASILVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY, Joël VERA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Eric PETIT, Rabii YOUSSEUS.

Agro-écologie et alimentation - Gouvernance et mise en œuvre opérationnelle - Conventions et attribution de subventions - Autorisation

Madame Mylène FOURCADE, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit et anime une politique volontariste en matière de transition agroécologique et d'alimentation durable autour de cinq grandes finalités :

- Offrir une alimentation saine et locale au plus grand nombre ;
- Soutenir l'économie et l'emploi agricole et agroalimentaire ;
- Préserver le patrimoine paysager et les ressources naturelles ;
- Limiter les émissions de gaz à effet de serre et d'adapter face au changement climatique
- Favoriser la cohésion sociale, en soignant le lien avec la nature, les liens entre ville et campagne.

Montpellier Méditerranée Métropole construit activement cette politique en s'appuyant sur un réseau de partenaires de plus en plus étoffé et bénéficie depuis octobre 2017 de la reconnaissance ministérielle en tant que Projet Alimentaire Territorial (PAT).

Dans ce cadre et pour l'exercice 2018, il est proposé des partenariats, incluant des attributions de subventions, aux acteurs suivants :

- Une subvention de 5 000 € à l'association *OCEBIO-Occitanie Entreprises Bio* qui rassemble les entreprises Bio d'Occitanie (transformateurs et distributeurs).

La convention 2018 définit les objectifs communs de promotion de l'offre locale auprès des citoyens, d'augmentation de la part de bio local dans la restauration collective et d'amélioration de la connaissance de l'Agriculture Biologique(AB) sur le territoire de la Métropole.

- Une subvention de 2000 € à l'association *Terre Nourricière* qui œuvre pour la valorisation des initiatives locales pour l'agroécologie et l'alimentation durable.

Basée à Montpellier depuis 12 ans, l'association *Terre Nourricière* propose des outils pédagogiques efficaces afin de promouvoir et d'étendre la portée des actions des ONG, associations, établissements scolaires et institutions qui nous mènent vers un monde plus éthique, responsable et solidaire. Elle apporte une valorisation différente et performante, avec un réel souci de l'éthique autour notamment de l'environnement et du développement durable, de l'alimentation et de l'agriculture.

- Une subvention de 1 700 € à l'association *Let's Food*, dans le cadre d'une contractualisation sur la période 2017-2020, via une convention-cadre. L'objectif de cette association est de développer la coopération internationale autour de l'alimentation durable en s'impliquant dans le projet *Let's Food Cities*.

Ce projet de trois ans a pour objectif principal d'encourager la transition des villes vers des systèmes alimentaires territoriaux durables en favorisant la coopération entre collectivités françaises et leurs groupements et étrangères en profitant du cadre facilitateur fourni par le pacte de Milan.

- Enfin, il est proposé d'effectuer une régularisation au bénéfice de l'association *CPIE APIEU*. Il s'agit de régler la somme de 2 750 € prévue dans la convention cadre 2013-2015 pour l'année 2015, non versée à ce jour.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le versement de quatre subventions, telles que proposées, pour un montant total de 11 450 €,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2018 au chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions de partenariat, ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/04/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 10 avril 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180329-31787-DE
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 10/04/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.